

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 8 | JEUDI 24 SEPTEMBRE 2020

SOMMAIRE

Édito – Mibé – Ils ont dit	2
Message du président	3
Point fort	11
JLRV – Un petit coup de bon sens	12
Les députés en action – Agenda	13
Question de valeur	14
Dans le monde	15
Frivolités essentielles – On met le feu	16

DOSSIER, LA DETTE OUTIL DE RELANCE ? UNE DETTE À 25 % DU PIB, C'EST EXCEPTIONNEL...



POLITIQUE FÉDÉRALE AVS et économie peinent à faire bon ménage...

Pages 4-5



VU AU PLR VAUD Nouveaux vice-présidents

Page 8



POLITIQUE CANTONALE Accord Canton-Commune

Page 9



RÉFLEXION L'économie circulaire pour les nuls

Page 10



À l'heure où tous les pays comptent leurs sous, notre pays s'en sort plutôt bien. L'enjeu de la dette souveraine n'est plus d'actualité au plan mondial. Celle de notre pays, extrêmement basse avant Covid-19, nous place en très bonne position pour remonter la pente économique. Analyse et commentaire.

Pages 6 et 7

VIVE La Dette...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Les finances publiques sont au centre des débats Covid-19 même si l'on entend davantage parler des mesures sanitaires que des coûts financiers qu'ils auront engendrés.

Le Parlement, à chaque session, confirme les montants mis sur la table par le Conseil fédéral dans la période d'urgence et peaufine ainsi la stratégie de financement de la Confédération. Un peu plus ici, un peu moins là... Ainsi il fallait accorder rapidement une rallonge à la caisse chômage pour assurer le débordement non prévu des versements provoqués par un chômage partiel bienvenu et vital en ces circonstances.

Le chômage partiel, qui évite ainsi des pertes d'emplois dont l'économie souffrirait, permettra aux entreprises de repartir d'un bon pied et c'est le cas. Mais des secteurs spécifiques sont particulièrement touchés, on le sait, comme l'aviation, l'hôtellerie, la restauration, les bars et boîtes de nuit qui elles viennent de fermer leurs portes sur ordre des médecins cantonaux. Ces mesures d'accompagnement ont donc un prix mais que chacun est aujourd'hui prêt à payer. Pareil pour les crédits aux entreprises cautionnés par l'État. C'est en somme de l'argent bien dépensé...

La Suisse fait partie des pays «écu-reuils» qui ont un petit magot à mettre sur la table. Sa dette souveraine tellement basse lui permet de faire appel à l'emprunt sans la mettre en danger pour l'avenir. Certains diront que c'est déjà trop... Mais l'on ne se refait pas... Les prêts avancés dans l'urgence doivent être remboursés très rapidement.

L'exemple de Swiss, propriété de Lufthansa, est ainsi significatif, elle qui a reçu plus d'un milliard de la Confédération est sensée, selon les conditions de prêt qui ont été imposées, retrouver des bénéfices d'ici 2023 (500 millions) et 600 millions en 2024 au risque de voir la Confédération entrer dans son capital pour 20%... Joli coup pour reprendre le contrôle...

Comme on n'est pas encore au bout du tunnel, la dette souveraine méritait bien un dossier de **TRIBUNE**.



ILS ONT DIT



**GÉRARD
MOJON**

« En signant leur
protocole d'accord,
les représentants du
Canton et des Communes
ont fait un premier pas ;
il était nécessaire.
Le chemin reste long. »



**HENRI
KLUNGE**

« Il faut parfois
repenser la conception
d'un produit pour le faire
entrer dans l'économie
circulaire. »



**FABIENNE
GUIGNARD**

« La Suisse,
grâce à son endettement
extrêmement bas, est
un des pays au monde
qui a la plus grande
marge de manœuvre
financière pour soutenir
son économie... »

AUTRE CHOSE que Le négativisme Des aTRaBILAIRES

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député

«À force de craindre la mort, je crains surtout qu'on oublie d'aimer la vie», déclarait récemment André Comte-Sponville; il se fait l'écho d'un autre philosophe, Pascal Bruckner, lequel, à propos des maladies et pandémies, affirme que «le sens même de la maladie c'est de la combattre!».

Il n'y a pas lieu ici de reprendre les thèses fumeuses du «complot», mais de faire preuve d'un minimum de réalisme, voire d'optimisme; et de remettre à leur place certains professeurs de panique qui vont même à faire des parallèles politiques farfelus entre les épisodes pandémiques (aussi vieux que l'être humain) et la problématique du climat ou de la mondialisation et qui terrorisent la population au lieu de l'aider. L'endoctrinement du désespoir (ou de la collapsologie) assumé ouvertement par certains activistes du climat (notamment) influence durablement et de façon négative, en particulier les jeunes générations forcément plus influençables que leurs aînés. Cet alarmisme les prive d'un espoir légitime dans l'avenir; la décroissance malthusienne n'étant guère enthousiasmante par principe. De même, le fait de stigmatiser les générations passées ou actuelles, accusées de toutes les turpitudes, en particulier d'avoir pollué et pillé la planète sans égard et laissant un lourd fardeau aux générations futures, ne peut qu'alimenter un conflit intergénérationnel alors que, précisément, la pandémie actuelle implique solidarité, en particulier pour ceux qui se situent dans l'été indien de la vie.

D'autant que ces polémiques masquent d'autres problèmes intergénérationnels majeurs, tel que celui des retraites dont le montant du capital ou des rentes tend à fondre aussi rapidement que nos glaciers.

Le phénomène n'est pas nouveau. On l'a connu après les deux premières guerres mondiales dans les années 50; et avec recrudescence dans les années 60-70 où les mêmes courants politiques de gauche, à l'époque tiers-mondiste, fustigeaient également les générations précédentes coupables d'une lourde dette morale vis-à-vis des pays colonisés, faisant de l'Europe occidentale une civilisation «maudite»; à l'inverse, les potentats des anciennes «colonies», figures victimaires auto-proclamées, étaient salués sans guère d'esprit critique (le cas du président Mugabe – Zimbabwe – ex Rhodésie est exemplaire de cet aveuglement déli-béré ou non).

Souvenons-nous que les ennemis de notre démocratie avancent souvent masqués; au nom de valeurs dites généreuses (dérèglement climatique, migrations, pandémies, protection des espèces animales, etc.) s'installent de nouveaux totalitarismes. Comme disait l'autre, il convient de se méfier des gens qui vous «veulent du bien».

À cet égard, la grève mondiale pour l'avenir ou le climat se produit au moment où l'on explique à la jeunesse qu'elle n'en a plus et que l'effondrement général a commencé. «Si le souci environnemental est universel, la maladie de la fin du monde est purement occidentale et en dit long sur notre culture» (sic: Pascal Bruckner, *Une brève éternité*, page 228).

Le PLR, par son esprit de responsabilité et d'innovation, doit s'inscrire dans un parti d'avenir qui crée et apporte des solutions concrètes pour demain, comme doit être notre mot d'ordre pour ces prochains mois et pour les prochaines élections communales.

Note: les lectrices et lecteurs peuvent lire et relire les ouvrages de Pascal Bruckner, notamment: Une brève éternité, La tentation de l'innocence ou encore Le sanglot de l'homme blanc, ouvrage publié en 1983, mais avec une préface réadaptée qui témoigne de son actualité.



Souvenons-nous que les ennemis de notre démocratie avancent souvent masqués.

Comme disait l'autre, il convient de se méfier des gens qui vous «veulent du bien».

publicité

VÉRITÉ N°1
TERRAVIN
LA DISTINCTION
SUPRÊME
DES VIGNERONS
VAUDOIS

SOUTENONS NOS VIGNERONS

EXIGEZ LE LABEL TERRAVIN
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ
LES CRUS PRIMÉS SUR WWW.TERRAVIN.SWISS

VAUD

DU SPORT CONTRE LE COVID, OUI, mais à quel PRIX ?

par Grégory Devaud,
député, municipal à Aigle

La période dans laquelle nous évoluons tous est une période évidemment particulière. La situation sanitaire liée à la Covid-19 amène son lot d'incertitudes mais aussi de difficultés. Ces problématiques se ressentent à de nombreux niveaux tant et maintes fois évoqués par les médias et nos institutions durant les dernières semaines.

Ce sport qui nous rassemble, nous lie, nous « *fait du bien* ».



Les enjeux se situent, bien sûr, en premier lieu sur le monde de la santé et sur les soutiens sociaux. Le monde économique, l'emploi au sens large et la gestion des ressources sont probablement les problématiques suivant l'urgence les plus importantes. Beaucoup a déjà été fait et sera encore fait pour soutenir toutes celles et ceux le nécessitant. Suivent immédiatement le soutien à la culture, à la jeunesse et au sport, à l'activité physique. Et c'est bien de ce dernier point dont nous parlons ici, ce dernier point, le sport et l'activité physique, mais qui regroupe globalement l'ensemble des points précédents, déjà largement soutenus.

Ce sport qui, dans le fond et au travers d'un tissu associatif fort, soudé et motivé, s'occupe de notre jeunesse en particulier. Ce sport qui, bien sûr et au travers de toutes ses associations ou fédérations présentes dans notre pays fait partie de notre ADN, de notre culture. Ce sport qui fait tant en termes de promotion de l'activité physique et de la santé. Ce sport qui nous rassemble, nous lie, nous « *fait du bien* », véritable moteur de liens sociaux, de vie sociale. Ce sport enfin qui représente tant d'emplois et tant d'activité économique sur notre territoire. Et bien ce sport aujourd'hui, si fort, si soudé, si motivé, est un peu, et c'est tout là le paradoxe, à bout de souffle. De nombreuses actions sont d'ores et déjà prévues, pensées et le sport, et c'est là toute sa beauté, s'en sortira, plus fort qu'avant.

Oui, mais... et en attendant ?

Nous vivons, nous survivons, non pas que le sport soit vital, quoique, mais bien par le fait que ce rôle de générateur d'émotions, d'évasion, bref de santé psychique certaine ne nous est

La ferveur d'une patinoire, l'euphorie d'un stade de foot, ou encore l'ambiance du bord de route d'une course cycliste, ne pourront jamais être remplacées par un écran de télévision, et par un stade à moitié vide.

plus possible aujourd'hui, ou à tout le moins pas dans la même mesure. Il faut bien avouer que la ferveur d'une patinoire, l'euphorie d'un stade de foot, ou encore l'ambiance du bord de route d'une course cycliste, ne pourront jamais être remplacées par un écran de télévision et par un stade à moitié vide.

Hormis les enjeux économiques et au vu des récentes mesures prises en faveur du sport sur le plan national, nous pouvons donc considérer que d'aucuns souhaitent que tout soit mis en œuvre, dans l'intérêt de toute une population, afin de conserver, tant que faire se peut, ici l'esprit, là le club, là-bas la ferveur, ou plus loin l'espoir d'un collectif retrouvé, d'un retour à la bonne vieille habitude, saine et à conserver celle-ci, de la passion du sport !

CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



Instagram

instagram.com/plrvaud/



twitter.com/PLR_VD

@PLR_VD



facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois/

@PLR.LiberauxRadicauxVaudois

AVS ET ÉCONOMIE PEINENT À FAIRE BON MÉNAGE...

par Catherine Labouchère,
députée

Après le double échec de 2017 en votation populaire sur la réforme de la prévoyance 2020, l'ouvrage doit être remis sur le métier dans un laps de temps que l'on espère le plus court possible. La sécurisation de l'AVS à long terme l'impose.

Prenant exemple sur d'autres pays européens (Hollande et Danemark par exemple), les jeunes membres du PLR lancent à cet effet une initiative à la fois pour élever l'âge de la retraite et le relier également à l'espérance de vie. Le débat va à nouveau s'ouvrir et susciter moult commentaires et avis.

Si la question était déjà d'actualité avant la crise COVID-19, elle va le devenir encore plus depuis celle-ci, a fortiori si elle perdure. En effet, pour financer l'AVS, il faut des salaires, donc des emplois et du travail. C'est peut-être une évidence, mais les choses les plus simples sont parfois à rappeler d'emblée. Une économie qui fonctionne, avec des entreprises qui génèrent du bénéfice et rapportent des impôts, entraîne des investissements productifs. Cela permet d'alimenter les fonds des caisses de pensions. Pourtant, ces paramètres, faciles à comprendre à première vue, suscitent de multiples réactions controversées.

Que l'on parle d'augmenter l'âge de la retraite des femmes, puis de tous en général, de dividendes versés par les entreprises aux actionnaires en cas de crise, ou de réduction d'impôts pour les entreprises multinationales, les réflexes d'opposition sont immédiats. Essayons donc de comprendre pourquoi.

Le travail des femmes est encore loin d'être globalement égal avec celui des hommes, même si cela progresse dans le bon sens. Reconnaître la pénibilité du travail qu'elle soit physique ou intellectuelle ne va pas toujours de soi de la part de certains employeurs.

Taxer les personnes morales ou physiques dans une fourchette supportable et génératrice de retours n'est jamais acquis par les partisans de l'égalitarisme à tout crin.

Que faire alors pour sortir de ce serpent de mer qui conduit à ce que toutes les propositions de réformes sont contestées ? Si la recette miracle n'existe pas, des explications compréhensibles par tous, une bonne communication et des mesures d'accompagnement, adaptées et flexibles selon les cas, constituent les bases essentielles d'un dialogue productif débouchant sur des solutions acceptables et acceptées.

À l'heure de l'immédiateté, retrouver le chemin du temps long pour que les personnes concernées consentent à des changements indispensables à la survie, puis à la pérennité d'une assurance sociale solidaire, vaut bien qu'on s'y attelle. Dire la vérité, à savoir que vivre en moyenne plus de 20 ans après la retraite ne pourra pas se faire sans réforme ni économie prospère, est la moindre des honnêtetés. Mais pour la faire accepter, il faut l'accompagner avec un message qui reconnaît la diversité des situations et apporte des soutiens différenciés aux personnes concernées. Social et économie ne sont pas antinomiques, ni adversaires si chacun respecte l'autre. Il y a tout à gagner d'un partenariat où la considération mutuelle conduit au succès pour les deux parties.



Dire la vérité, à savoir que vivre en moyenne plus de 20 ans après la retraite ne pourra pas se faire sans réforme ni économie prospère, est la moindre des honnêtetés.

publicité

ACTIFS AU COEUR DE VOTRE RÉGION



Golay Immobilier

Gérance - Courtage - PPE

Grand-Chêne 2
1003 Lausanne
Tél. 021 341 01 01

Service location:
Tél. 021 341 01 10

- Conseil immobilier
- Gérance et rénovation d'immeubles
- Administration de PPE
- Courtage

www.golay-immobilier.ch



uspi^{vaud}

SwissRéseau

La dette de La Suisse 25 % du PIB, avant COVID 19...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Vous vous souvenez de la crise grecque ? Celle qui a mis à terre un tiers de sa population devenue en peu de temps précaire et vivant en dessous du seuil de pauvreté... ? « C'est de leur faute, ils avaient qu'à payer leurs impôts », entendait-on partout. Sauf que la précarité sociale et économique était bien présente et qu'il fallait à l'État grec de l'argent frais pour pallier les catastrophes économiques. De l'argent qu'il n'avait pas et qu'il n'a pas reçu de ses partenaires européens. Les prêts alloués à un peuple sous tutelle, pour la première fois dans l'histoire de l'UE, n'ont pas servi l'économie nationale mais à rembourser des prêts précédents. Moins de 10 % des 380 milliards prêtés sont arrivés dans les caisses de l'État grec... Le reste est reparti en Europe le jour même du virement...

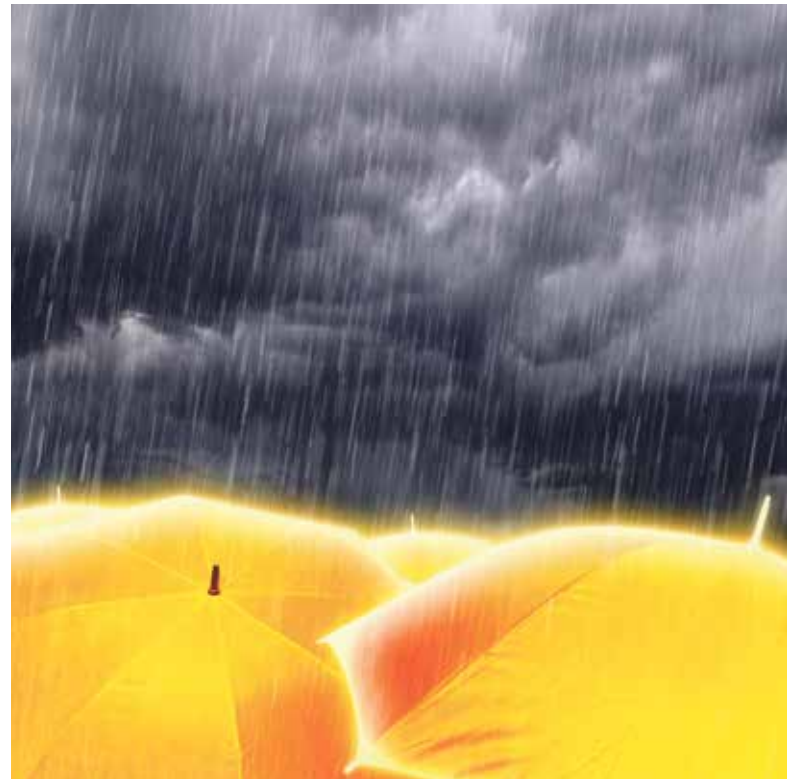
Et là, on se dit qu'il vaut mieux « être riche et en bonne santé que pauvre et malade... »

À cette époque, les grands sages de l'économie mondiale ne parlaient que de la crise de la dette souveraine, conséquence de la crise financière de 2008 car les États avaient dû sauver leurs banques... La dette, le pire ennemi de l'État... Il y avait aussi la fameuse limite des 3 % de déficits en Europe qui étaient l'obsession de Wolfgang Schäuble, le terrible ministre des finances allemand qui faisait la pluie et le beau temps à l'Eurogroupe. Les pays du Sud se voyaient ainsi mis au ban des bons gestionnaires, « *Les pays bosseurs et les pays club med* ». Schäuble reconnaîtra lui-même il y a peu que les mesures d'austérité qu'ils avaient imposées pour rembourser la dette ont accentué la crise grecque et la misère dans le pays.

Et voilà que la crise du Covid-19 s'invite dans toutes les chancelleries du monde entier. Nous voilà tous potentiellement des Grecs en devenir... Et là, on se dit qu'il vaut mieux « *être riche et en bonne santé que pauvre et malade...* ». L'État est contraint d'intervenir, de soutenir ses entreprises, son tissu économiques, ses concitoyens. En fonction des réserves financières de chacun, il sera plus ou moins généreux. Mais l'argent public coule à flot et la dette des États s'envole.

L'Allemagne, en bon élève de la classe, avec une dette de 60 % du PIB, n'a pas hésité à mettre sur la table plusieurs centaines de milliards, en six mois. Elle continuera de soutenir son industrie c'est sûr, elle qui vit beaucoup de l'exportation. Tous les pays sont aujourd'hui en récession... Et c'est peut-être la bonne nouvelle. Tout le monde étant dans le même panier, les règles budgétaires trouvent de nouvelles perspectives.

L'Union européenne a fait un pas politique gigantesque en acceptant, sous certaines conditions il est vrai, de mutualiser les dettes futures pour gérer la crise sanitaire et ses conséquences économiques. Plus de 750 milliards à disposition de ses membres pour des plans de relance à des taux d'intérêts très bas. Le vent tourne dit-on et les



exigences des uns et des autres volent parfois en éclat. L'augmentation de la dette n'est aujourd'hui plus un enjeu politique ni économique. D'un seul coup d'un seul, la crise de la dette souveraine n'en est plus une.

Les États-Unis comme toujours font marcher leur planche à billets, donc tout va bien sur le plan budgétaire. La France va passer sa dette de 100 % à 120 % du PIB ou plus. L'Italie de 140 à 170 % sûrement. Il le faut bien..

Et la Suisse, grâce à son endettement extrêmement bas avant Covid de 25 % du PIB (ça fait rêver et cela fait aussi des jaloux...), s'est retrouvée de facto un des pays au monde qui avait la plus grande marge de manœuvre financière pour soutenir son économie. Sa dette passera peut-être à 45 % du PIB... Pas si grave dans le fond... Le canton de Vaud lui aussi est en bonne posture. Grâce à Pascal Broulis... Le frein à l'endettement aura donc été un outil qui nous permet, mieux que d'autres pays, de gérer avec confiance l'évolution de notre économie en période de crise généralisée.

L'augmentation de la dette n'est aujourd'hui plus un enjeu politique ni économique. D'un seul coup d'un seul, la crise de la dette souveraine n'en est plus une.



L'endettement de la Suisse extrêmement bas avant Covid (25 % du PIB) ça fait rêver et cela fait aussi des jaloux...

Une étude récente place ainsi la Suisse dans les pays qui ont le plus de ressources pour surmonter cette crise et pas seulement au plan financier. Elle reste dans le peloton de tête en matière de compétitivité et d'innovation. Les entrepreneurs n'ont pas besoin qu'on leur dise quoi faire, il faut leur faire confiance et faciliter leurs actions dans l'objectif constant de cohésion sociale et de responsabilité sociale.

L'argent des contribuables doit être utilisé avec intelligence et équité. Il doit s'adresser aux bonnes personnes, aux bonnes entreprises car il y en a qui profiteront de la situation. Soutenir les plus faibles aussi qui ne doivent pas rester au bord de la route.

Sans connaître le montant des dégâts chiffrés, les premières constatations peuvent nous laisser optimistes. La chute du PIB helvétique de -8.2% est bien inférieure à celle de nos voisins. Les prévisions pour la fin de l'année parlent même de seulement -5%,

peut-être même -4,5%. La France, l'Italie comptent elles avec -12% voire -14% de perte... La chute serait ainsi plus amortie en Suisse et c'est une bonne nouvelle car la reprise se fait sentir. L'exportation vient de faire en août un saut en avant de 3.7% même si l'horlogerie, encore sinistrée, ne réussit pas encore à rattraper son retard.

Jusqu'ici le chômage n'a monté que très légèrement mais il y a encore en vigueur bien des mesures d'accompagnement. Le monde change, les besoins et valeurs de nos concitoyens aussi. Ainsi les activités de loisirs ou de tourisme d'affaire auront encore bien du mal à faire face à cette épidémie sanitaire, économique et sociale. Il y aura des licenciements dans ces secteurs mais l'assurance chômage, partiel ou pas, pourra prendre le relais, le nombre des faillites augmentera mais on ne le constate pas à ce jour. Il y en a même moins aujourd'hui qu'en 2019 à la même époque.

Cette crise aura ainsi montré quelques fragilités dans nos économies. Des prix extrêmement bas dans certains domaines et produits, auront diminué les marges bénéficiaires, donc peu de réserve de liquidités. L'action rapide de l'État et des banques pour accorder des prêts garantis par le Confédération a pallié ce risque. Mais les entreprises à ce jour n'ont pas utilisé le montant initial mis sur la table par le CF. C'est donc une bonne nouvelle.

La gestion des stocks poussée à l'extrême a montré une trop forte dépendance à nos fournisseurs, particulièrement étrangers, chinois surtout... Les vignerons peuvent se voir refuser leur récolte 2020 par manque de place dans les coopératives... Gérer à flux tendu à ses inconvénients... Les services liés au secteur du luxe, quand les frontières sont fermées, sont aussi dévastés...

Il est encore trop tôt pour tirer un bilan exhaustif de la situation dans notre pays mais rappelons-nous que l'économie n'est pas une science exacte, c'est une science humaine. Elle n'est donc jamais certaine comme la science d'ailleurs qui travaille avec le doute constamment. Il nous faut ainsi réapprendre à intégrer l'insécurité dans notre manière de penser et d'agir. À l'heure du cocooning à tous les échelons, ce n'est pas gagné. Heureusement notre pays est manifestement résilient, prudent, pragmatique, réactif et innovant. Des qualités « *swiss made* » en fait qui sont en train de nous sauver.

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales. Vélocoteurs Bye Bike.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com

C'EST FAIT, LA CAMPAGNE POUR LES COMMUNALES EST Lancée...

par Floriane Wyss,
secrétaire générale PLR Vaud

Un événement dédié aux élections communales de 2021 a eu lieu le samedi 22 août dernier. Ce ne sont pas moins de 70 représentants de nos sections et arrondissements qui y ont participé, dans le strict respect des règles sanitaires, afin de préparer la campagne.

Notre président, **Marc-Olivier Buffat**, a ouvert la matinée par une allocution de bienvenue sous forme d'encouragement et de motivation des troupes : « *Le PLR doit rester fort, cohérent et droit dans ses bottes!* ». Son intervention a été suivie par une partie orientée logistique et organisation concrète de la campagne à venir. **Florence Gross**, encore vice-

présidente lors de cette manifestation, a présenté les grands axes stratégiques, ainsi que le soutien qui sera proposé aux sections par notre parti cantonal; matériel graphique, outils digitaux, formations, etc.

Cette matinée s'est conclue par trois ateliers qui se sont tenus de manière simultanée selon la taille des communes. Cela a été l'occasion pour les participants d'échanger sur des thématiques communales propres à leur région respective, mais qui se sont parfois – voire souvent – avérées communes. L'objectif: préparer un programme cohérent et pragmatique. Ces discussions ont clairement montré que, même dans un canton aussi hétérogène que le nôtre, un certain nombre de préoccupations se recoupent. Ce qui est certain est que nous sommes prêts à aller à la rencontre des gens, soit à mener campagne et à en découdre!



UN CONGRÈS PAS COMME LES AUTRES...

Notre parti s'est, une fois de plus, distingué en matière d'innovation! Nous avons tenu notre premier Congrès en ligne et avons voté de manière électronique. Cet événement fut un véritable succès! En effet, pas moins de 230 délégués se sont connectés pour suivre les interventions en direct et prendre part aux votes. C'est même encore davantage de participants que lors d'un Congrès ordinaire. Ils ont d'ailleurs

largement profité de l'espace virtuel de discussion pour échanger durant la soirée, depuis les quatre coins du canton. À cette occasion, nous avons accepté une modification des statuts. La vice-présidence de notre parti a été étendue à trois personnes. Il faut l'avouer, compte tenu des prochaines échéances notamment, la charge de travail ne manque pas et ce renforcement arrive à point nommé!

DEUX NOUVEAUX VICE-PRÉSIDENTS AU REVOIR FLORENCE GROSS BIENVENUE FLORENCE BETTSCHART-NARBEL ET QUENTIN RACINE



Nouvelle direction du parti: Alexandre Berthoud, Marc-Olivier Buffat, Florence Bettschart-Narbel et Quentin Racine.



MERCI FLORENCE POUR LE TRAVAIL ACCOMPLI

Florence Gross a décidé de laisser sa place à la direction du parti. Et pour la remplacer, pas moins de deux vice-présidents auront été nécessaires...

Nous profitons ainsi de remercier sincèrement et du fond du cœur notre vice-présidente sortante. Huit années durant lesquelles elle a partagé son expérience, ses compétences, son réseau et surtout huit ans d'engagement sans compter et de façon plus

que consciencieuse. Elle a mis une telle énergie dans sa fonction, allant à la rencontre de la population et des sections, mais aussi, en n'hésitant jamais à s'exprimer dans la presse. Aujourd'hui, nous prenons congé de **Florence Gross**, mais **Florence Bettschart-Narbel** et **Quentin Racine** nous rejoignent. Deux personnalités compétentes et complémentaires qui sauront, sans aucun doute, contribuer au succès de notre parti. Ensemble, créons l'avenir.

ACCORD CANTON-COMMUNE

UN SUR TROIS VAUT MIEUX QUE DEUX TU L'AURAS...

par Gérard Mojon,
député, président de la commission
« Finances et fiscalité » du PLR Vaud

Le protocole d'accord signé entre l'État de Vaud et l'Union des communes vaudoises (UCV) le 25 août dernier est le fruit d'une négociation menée par notre conseillère d'État Christelle Luisier. Il est inutile d'argumenter sur des pourcentages ou des millions potentiels; avec des «si» et des «la» on ne ferait qu'allonger la partition. L'accord trouvé constitue une solution jugée acceptable par chacun des signataires. C'est donc un bon accord, qui a pour première qualité d'exister.

Le véritable problème de la facture sociale ne réside pas dans son mode de répartition. C'est son montant global, et sa progression non plafonnée, qui posent problème.



Il allège immédiatement, soit dès 2021, de 40 millions et à terme, au plus tard dès 2028, de 150 millions, la charge globale de participation des communes vaudoises à la cohésion sociale, sans que celles-ci n'aient à toucher à leur fiscalité et sans bascule d'impôt. Il constitue ainsi un véritable élément de péréquation verticale. De plus, il est important de souligner qu'aujourd'hui déjà, l'augmentation de la facture sociale est répartie à deux tiers pour l'État et un tiers pour les communes.

Ce protocole d'accord ne vient donc pas clore un processus. Bien au contraire, il est une première étape dans une série de négociations qui verront l'État et les communes discuter de la nouvelle péréquation et de la facture policière. Des négociations relatives à ces thématiques seront donc immédiatement amorcées. Certes, la péréquation ne peut trouver sa conclusion que dans une loi, nécessairement

soumise à l'approbation du Parlement cantonal. Cependant, elle ne peut être que l'émanation des communes, les flux financiers en découlant ne pouvant exclusivement reposer que sur un système de répartition, entre elles. Le premier pas atteint par le protocole du 25 août ne préjuge en rien de l'issue des discussions à venir sur ce sujet. Mais que les choses soient claires, le véritable problème de la facture sociale ne réside pas dans son mode de répartition. C'est son montant global, et sa progression non plafonnée, qui posent

C'est un bon accord, qui a pour première qualité d'exister.

problème. Si celui-ci n'augmentait pas de manière aussi significative chaque année, la question se poserait avec beaucoup moins d'acuité. À mes yeux, la base de la problématique réside dans la définition même des divers régimes composant la facture sociale. Même s'ils fixent des règles d'accessibilité souvent parfaitement claires, ceux-ci n'incluent cependant aucune limite. En d'autres termes, ils appliquent une pure logique des besoins, sans jamais considérer les moyens nécessaires à leur financement. Nous entrons cependant là dans un combat idéologique gauche-droite qui dépasse très largement le cadre de la péréquation.

En signant leur protocole d'accord, le 25 août dernier, les représentants du Canton et des Communes ont fait un premier pas; il était nécessaire. Le chemin reste long et il faut maintenant nous unir. Espérons que l'adage qui dit que c'est toujours le premier pas le plus difficile, se vérifie; le groupe PLR au Grand Conseil y veillera.

publicité

CLAUDE
FAVRE S.A.

YVERDON 024 445 36 78

VALLORBE 021 843 14 24

LAUSANNE 021 653 60 60

www.claude-favre.ch

Spécialiste toitures & façades

L'économie CIRCULAIRE POUR LES NULS

par Henri Klunge,
conseiller communal, Lausanne

L'économie circulaire s'oppose à l'économie linéaire. Notre système économique s'est bâti sur une chaîne de valeurs linéaires: nous prélevons des ressources et nous les transformons dans une usine. Nous utilisons la ressource modifiée avant de l'éliminer.

L'économie circulaire se réfère généralement à la règle des 5R: réfléchir, refuser, réparer, réutiliser, recycler.



La clé est simplement d'exploiter le 100% des capacités des matières premières extraites.

Pour la production, pensez que les déchets des uns sont les matières premières des autres. Les déchets sont des sous-produits de fabrication d'usine. Ne vaudrait-il donc pas la peine de réfléchir à la façon de valoriser ces sous-produits? Ceux-ci sont sûrement utiles à quelqu'un d'autre, qui serait ravi de pouvoir les utiliser. Actuellement, vous payez trois fois pour vos déchets: une fois quand vous achetez cette matière que vous n'utiliserez pas, une fois quand vous la transformez pour ne pas l'utiliser et finalement une fois pour vous en débarrasser.

Prenons l'exemple d'une orange. Vous l'achetez au poids et paierez donc aussi pour la peau. Vous devrez l'éplucher, ce qui vous fera perdre du temps (donc de l'argent). Puis vous paierez pour composter cette peau dans votre commune.

Vos sous-produits de fabrication sans valeur, pour vous, en prennent pour une autre usine. Par exemples pour utiliser le parfum des peaux d'orange.

En résumé, l'économie circulaire doit permettre de diminuer la quantité de ressources nécessaires à notre économie, sans diminuer pour autant la quantité (et la qualité?) de(s) produits créés. La clé est simplement d'exploiter le 100% des capacités des matières premières extraites. Souvent, l'économie circulaire n'est qu'un retour au bon sens, l'important étant d'en prendre conscience.

L'économie circulaire se réfère généralement à la règle des 5R: réfléchir, refuser, réparer, réutiliser, recycler.

Le principe de base est donc de réfléchir avant d'acheter un produit afin de s'assurer en avoir besoin. Peut-être est-il possible de l'emprunter ou de le louer. Dès lors, il faut refuser

d'acheter un produit qui n'est pas nécessaire. Une fois un produit cassé, il vaut mieux le réparer que de racheter à neuf (ressouder une chaussure, recoudre un bouton...). Si la réparation n'est pas possible, alors il faut le réutiliser sous une autre forme (faire de ses vieux habits des éponges ou du papier cadeau, soyez imaginatif). En dernier recours, il faut recycler, soit remanufacturer. On perçoit bien ici le véritable sens du terme «recyclage», remettre dans le cycle.

La méthode des 5R de l'économie circulaire est applicable à l'industrie aussi. Mais ajoutons un R à la réflexion avec redesign. Il faut, parfois, en effet, repenser la conception d'un produit pour le faire entrer dans l'économie circulaire. Il faut, en fait, penser au cycle de vie entière du produit dès sa conception. Prévoir le moyen de réparer un produit, le rendre le plus solide possible, et surtout prévoir le moment où il devra être démonté pour que chacun de ses composants puisse être séparé des autres facilement et réutilisé d'une autre manière.

publicité



Portes blindées en acier

Logement, locaux professionnels, chambre forte, salle d'armes, panic room :

- confidentialité & service de qualité
- fabrication sur mesures
- serrure mécanique ou électromécanique de haute sécurité
- superstructure et blindage évolutifs
- ancrage résistant dans la maçonnerie

Devis gratuit !
Contactez-nous !



tél 021 617 00 17
fax 021 617 00 18
case postale 1144
1001 Lausanne
www.ombrella.swiss

TÉLÉTRAVAIL: FLEXIBILITÉ, OUI mais...

DES ADAPTATIONS SONT NÉCESSAIRES

par Carole Dubois,
syndique, députée,
présidente du Groupe PLR
au Grand Conseil

Le confinement a mis en évidence certains avantages du télétravail: flexibilité, disponibilité, sécurité lors de mise en place de distanciation sociale, conciliation de la vie professionnelle et privée.

L'accélération de l'adoption de ce modèle de travail adapté à l'évolution de nos habitudes a mis en lumière des barrières réglementaires, des inégalités entre les travailleurs et des tensions qui sont apparues dans la mise en pratique à large échelle de cet exercice. Mise en pratique qui n'avait évidemment pas pu être anticipée.

Il n'est pas besoin d'expliquer qu'il est plus aisé de basculer sur ce modèle de travail si l'emploi est administratif que dans un emploi de production. Le fait d'avoir des enfants en bas âge à la maison, ainsi qu'un foyer qui permet d'identifier une pièce dédiée au travail est aussi un facteur déterminant.

C'est une mutation qui devrait se faire sur le moyen terme. Les personnes ayant travaillé en télétravail durant tout le confinement ont rapporté le bonheur de revenir sur le lieu de travail: sociabilité, interaction, séparation des espaces professionnels-privés. La grande majorité de ces travailleurs considèrent que la solution idéale serait un pourcentage proportionné de télétravail. D'autre part, une majorité des entreprises interrogées sur le bilan de cette expérience n'envisage pas le télétravail à plein temps comme mode de fonctionnement normal. D'une manière générale, 20 à 40% serait envisagée sur une base de volontariat.

Parler de mutation et d'adaptation nécessite également un accompagnement et des cautions en faveur, d'une part, de la qualité du travail et, d'autre part, de la mise en place de conditions de travail favorables aux télétravailleurs.

Si certaines entreprises avaient, déjà avant la crise, fait des études sur la flexibilisation du travail, elles se sont trouvées confrontées à certaines difficultés sans avoir eu le temps de les anticiper. Une adaptation de la réglementation et une introduction progressive du télétravail doivent pouvoir maintenant être étudiées et installées.

Les questions d'inéquité entre les travailleurs qui peuvent être efficaces à domicile et les autres dont l'outil de travail se trouve au sein de l'entreprise doivent être évoquées. Ainsi que la question épineuse des accords interfrontaliers. Dès que l'activité d'un employé d'une entreprise suisse et vivant en France, par exemple, dépasse 25% de son temps de travail dans son pays de résidence, son employeur devrait verser l'intégralité des charges sociales à la France. Pour un employeur, les conséquences sont peu négligeables. Dans notre canton, comme dans les cantons frontaliers, la proportion de travailleurs vivant hors de Suisse est importante dans certains secteurs, garantissant une main d'œuvre spécialisée et nécessaire au développement de notre tissu économique. Les deux solutions disponibles actuellement seraient d'obliger ces employés à venir vivre en Suisse ou alors changer le règlement européen: deux options impossibles à court terme.

En résumé, le travail à domicile est une option qui devra certainement se développer à l'avenir avec la mise en place d'adaptations nécessaires. Cette évolution du modèle de travail fera néanmoins partie d'un vaste chantier qui doit intégrer d'autres voies: l'assouplissement des horaires de travail, le développement de surfaces de coworking, l'élargissement des horaires d'ouvertures des magasins. Cette liste n'est pas exhaustive mais un changement culturel aussi significatif, porté par la jeune génération, en appelle d'autres tout aussi importants.



Cette évolution du modèle de travail fera néanmoins partie d'un vaste chantier qui devra intégrer d'autres voies.

publicité

**CAVE DE LA CRAUSAZ
FÉCHY**

Bettems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8,40 la bouteille

ENTRE HISTOIRE ET AVENIR

par Maxime Zysset,
trésorier

Depuis plus de 13 000 ans, l'homme arpent le sol de notre canton. De quelques chasseurs-cueilleurs, ce magnifique territoire accueille de nos jours près de 800 000 habitants. L'augmentation de la population vaudoise est d'autant plus impressionnante qu'elle a fait un bond de près de 200 000 habitants ces vingt dernières années. Les évolutions économique et démographique de ces dernières années sont une chance pour notre canton mais elles provoquent aussi des questionnements importants sur l'avenir.

En feuilletant les pages du passé, nous pouvons nous rendre compte que certaines évolutions similaires ont déjà été rencontrées par notre pays et canton. Dans ces pages, il est intéressant de se rendre compte des facteurs ayant contribué à son succès.

Au début du 19^e siècle, la population vaudoise avoisinait les 140 000 habitants dont environ 90 000 vivaient de l'agriculture. Face à la révolution industrielle, les Vaudois et Vaudoises craignent ce changement mais certaines entreprises s'en emparent, accompagnées par les forces politiques de l'époque.

En 1850, les industries emploient un tiers de la population active. La qualité des produits industrialisés ainsi que les industries de précisions font s'envoler l'économie vaudoise. Cette période marque aussi la fin des barrières douanières cantonales. L'industrie vaudoise s'exporte donc plus facilement, certaines montres fabriquées au Sentier se retrouvent déjà à cette époque aux quatre coins du monde. La population vaudoise passe logiquement à 300 000 habitants à la fin du 19^e siècle.

L'exode rural commence et les grandes villes vaudoises s'agrandissent. Ces villes se trouvent être des emplacements parfaits pour les professionnels du milieu tertiaire, en tête le tourisme et le secteur de la santé.

Ces 40 dernières années peuvent présenter plusieurs similitudes à ce début du 19^e siècle, notamment l'évolution commerciale.

La révolution technologique que nous vivons depuis plusieurs années apporte de nombreux changements dans nos habitudes de consommation ainsi que dans notre vie de tous les jours. La plupart des tâches professionnelles se simplifient et demandent de moins en moins de temps et peuvent même être automatisées. Il y a 200 ans, les entreprises ouvertes à ces changements ont largement contribué au développement du canton de Vaud. Nous avons aujourd'hui la chance de pouvoir compter sur de nombreuses PME actives en lien avec ces nouvelles technologies et tournées vers le commerce de demain. Si nous souhaitons tirer le meilleur parti de ces changements économiques, il est important de créer un environnement favorisant le développement de ces jeunes entreprises qui permettront à terme la croissance de notre canton. Il va sans dire que cet environnement ne pourra exister sans nos accords bilatéraux avec l'Union européenne.



Il y a 200 ans, les entreprises ouvertes aux changements ont largement contribué au développement du canton de Vaud.

UN P'TIT COUP DE BON SENS?

CARRÉ BLANC SUR LA MOBILITÉ...

par Pierrette Roulet-Grin,
députée

Aujourd'hui, on n'a qu'un mot à la bouche: mobilité! Études, boulot, trajets, les Vaudois doivent être mobiles! Mais quand un malin virus apparaît, ça gèle certains neurones.

Exemple: faute de trouver (à un coût acceptable) à Lausanne ou alentour un espace assez vaste permettant aux 150 députés de tenir – selon les normes sanitaires – leur journée hebdomadaire de session, le Bureau du Grand Conseil se rabat sur Yverdon et sa salle de La Marive. Large distanciation des

tables, vote électronique, enregistrement - diffusion son - images, tout se passe bien. On siège à visage découvert, l'imprudent côtoiement est évité, les personnes vulnérables ont leur espace réservé, discipline et sécurité règnent. Mais le virus est... mobile, une deuxième vague est annoncée. Avec elle arrive l'été, et nos députés se voient déjà retrouver La Marive à la rentrée, salle désertée par toutes ses manifestations. Stupeur, la nouvelle tombe: le Grand Conseil – sans qu'on lui demande son avis – siègera à la reprise, dans sa salle habituelle à Lausanne! Ainsi fin août, assis au coude à coude, masqués du matin au soir, les députés constatent que seule une intervention au micro et... le repas de midi, permettent de tomber

le masque! Bref, c'est le carré blanc qui règne pour les député(e)s! Sur la colline de la Cité, le Conseil d'État et ses proches collaborateurs ont eux repris leurs train-train pré-COVID: on traverse la place du Château pour vite entrer au Parlement pour quelques dizaines de minutes, et on retourne à son bureau une fois prononcées les interventions prévues à l'ordre du jour. Qui se souvient qu'il y a près de 20 ans – faute à l'incendie qui a détruit la salle originelle (1805) du Grand Conseil – les 180 constituant-e-s eux – n'avaient pas hésité à délocaliser leurs sessions dans le Canton: Payerne, Château-d'Œx, l'Université, l'EPFL, Échallens, le Palais de Rumine, etc., les ont notamment vu débattre! Comme quoi modernité ne rime pas avec mobilité...

URGENCE économique

PRAGMATISME VS DOGMATISME

par Candice d'Anselme,
secrétaire générale adjointe PLR Vaud

CONSERVER UN SENS DES RÉALITÉS FACE À DES MESURES IDÉOLOGIQUES

À peine avaient-ils repris leurs travaux parlementaires que nos députés PLR ont dû faire face à une avalanche de dogmatisme: des impôts, des impôts et encore des impôts comme solution à tous les problèmes. La dernière proposition de l'extrême gauche d'augmenter l'impôt sur la fortune ne cache même pas son arbitraire et son injustice: «*[nous allons] prendre de l'argent là où il y en a*» pour répondre à l'urgence économique. Mais y en a-t-il vraiment? Notre député **Gérard Mojon** leur répond. Les contribuables visés sont également ceux qui ont le plus contribué financièrement pendant la crise: il s'agit d'entrepreneurs qui ont pu éviter des licenciements en puisant dans leurs réserves libres (qui auraient tout aussi bien pu être versées aux actionnaires sous formes de dividendes, la gestion prévoyante est donc doublement pénalisée), des petits propriétaires d'immeubles qui ont consenti des réductions de loyer à leurs locataires en difficultés, mais il s'agit également en grande partie de retraités dont le capital de prévoyance retraite dépasse facilement le seuil caricatural «*des grosses fortunes*» que l'extrême gauche définit arbitrairement.

RÉPONDRE À L'URGENCE ÉCONOMIQUE PAR DES DÉPENSES CIBLÉES

Si les mesures proposées par certains sont illusoires, l'urgence économique est en revanche bien réelle. C'est pourquoi notre parti s'engage à être force de proposition avec des mesures ciblées visant à préserver notre économie. C'est par exemple le cas de notre député **Gilles Meystre** avec le secteur hôtelier. Le député fait remarquer que l'hôtellerie vaudoise a été gravement touchée dès le début de la crise économique avec une chute de la fréquentation de 65% en mars puis de 94% en avril avec un taux d'occupation net de 8% des chambres pour les hôtels encore ouverts. La saison estivale et l'annulation en cascade

En outre, nos députés **Pierre Volet** et **Jean-Daniel Carrard** rappellent que l'impôt sur la fortune est déjà extrêmement lourd pour les entrepreneurs vaudois. En effet, les actions qu'ils détiennent dans leur entreprise sont incluses dans leur fortune personnelle, et la valeur de ces parts est calculée par l'administration fiscale à partir de la valeur de rendement de l'entreprise. Il s'agit là d'une valeur purement théorique calculée sur le bénéfice des exercices précédents et multipliée par un taux de capitalisation. De nombreux entrepreneurs doivent donc s'acquitter d'un impôt colossal sur la fortune du fait de la valeur virtuelle attribuée à leur entreprise: en conséquence, beaucoup peinent à s'en acquitter. Si une petite partie des contribuables vaudois détient des fortunes conséquentes – réelles cette fois-ci – ce sont également des personnes mobiles qu'il serait fort regrettable pour notre économie de faire fuir vers des cantons dont la fiscalité est plus attractive. Ce type de mesure idéologique démontre une fois de plus une méconnaissance totale des réalités économiques de notre canton.

d'événements fortement fréquentés par des touristes étrangers n'ont pas amélioré la situation. Il le dit: «*Sur le plan financier comme sur le plan humain, la situation s'avère dramatique, avec des charges fixes très élevées mais incompressibles et des revenus d'exploitation au plus bas. La paralysie de tout un secteur se dessine à très court terme avec son cortège de faillites et de licenciements.*» Le député demande donc des mesures d'aides spécifiques à l'hôtellerie vaudoise, par exemple par la prise en charge des intérêts hypothécaires ou avec un soutien financier partiel des nuitées.



Gérard Mojon



Pierre Volet



Jean-Daniel Carrard



Gilles Meystre

AGENDA POLITIQUE

Save the date !

STANDS

Au vu de la situation sanitaire, pas de programme des stands dans TRIBUNE.

À retrouver au gré des annonces sur le site du PLR Vaud.

PLR LAUSANNOIS

I Stamm mensuel

Je 1^{er} octobre, 12 h

Restaurant du Théâtre, Lausanne

Invitée: **Christelle Luisier**.

Thème: «*Expérience et conditions particulières lors de son entrée au Conseil d'État*».

Inscription d'ici au 30.09.2020 :

francoise.longchamp@bluewin.ch

PLR YVERDON

I Afterwork

Tous les jeudis à 18 h

Pavillon des Rives, Bar Bleu

I Afterwork à thème

Quel avenir pour nos retraites ?

Me 30 septembre, 18 h

Invité: **Francis Bouvier**, directeur adjoint BCV, spécialiste de la prévoyance professionnelle.

Nos impôts à Yverdon-les-Bains

Je 22 octobre, 18 h

Invités: **Olivier Jaquier**

et **Laurent Roquier**

CDL

I Soirée débat

Une politique écologique est-elle réellement possible ?

Ma 13 octobre à 19 h

Restaurant du Vieux-Lausanne

Inscription: olivier.meuwly@cercle-democratique.org

PLR SECTION BUSSIGNY-VILLARS-STE-CROIX

I Traditionnelle sortie d'automne

Di 25 octobre à 11 h

Refuge Villars-Ste-Croix

FEMMES PLR

I AG et traditionnel speed dating

Sa 3 octobre à 9 h

Hôtel 46a, Vidy

PLR VAUD

I Congrès prévu me 25 novembre

TRIBUNE

I Prochaine parution

Me 21 octobre

I Délai rédactionnel

Lu 12 octobre

DES NAINS SUR DES ÉPAULES DE GÉANTS

par Jean-François Ramelet,
pasteur,
responsable de « l'esprit saint,
une oasis dans la ville » à Lausanne

Plus que la dénivellation, la difficulté est venue de la succession de terrains accidentés, de pentes parfois abruptes qu'il a fallu franchir. Parvenir dans l'écrin majestueux où la cabane se lovait fut un émerveillement à la hauteur de l'effort consenti. Devant nous s'offraient l'Ober Gabelhorn, la pointe de Zinal et la Dent Blanche. La dernière portion du chemin se déroule dans un immense éboulis de gros rochers parfois instables que l'on cambe.



Cet itinéraire final m'a fait penser au clavier de mon ordinateur ; la ressemblance vaut ce qu'elle vaut, j'en conviens. Mais mes pieds ne parcouraient-ils pas les pierres comme mes doigts courent sur le clavier ? Sauf que cet éboulis, contrairement à mon clavier, ne m'offrait aucun raccourci ni aucun répit. Quatre heures de marche intense, c'est le temps qu'il nous a fallu pour rejoindre la cabane du Grand Mountet.

Quatre heures, c'est aussi la durée du vol qui relie Cointin au Caire. Chic me dis-je, lorsque l'Ober Gabelhorn sera vaincu par le réchauffement climatique et qu'il s'effondrera sur lui-même, on verra poindre à l'horizon les pyramides de Ghizé !

Depuis quelques mois, des manifestations se multiplient de par le monde

pour dénoncer les mesures prétendument liberticides que les politiques nous imposeraient en ce temps de pandémie. Le discours sanitaire officiel ne serait qu'un leurre et cacherait une stratégie perverse visant à mieux nous asservir. On crie au complot des pharmas à qui profite le virus ...

D'où vient cette rumeur sourde qui s'infiltre dans les moraines de nos esprits et que révèle ce venin quant à notre rapport à la réalité et à la vérité ? Nous devons, je le crois, cette attraction pour les complots faciles à notre penchant atavique pour les raccourcis et à la loi du moindre effort.

Nous vivons dans un monde dont la complexité s'accroît de jour en jour et qui nous résiste. S'il en est qui ne se découragent pas à l'idée de le

comprendre, ce sont les scientifiques. Ils arpentent le monde pour essayer de le déchiffrer. Leur vie n'est qu'une suite d'études et de recherches au cours desquelles ils acquièrent quelques connaissances qu'ils ne manquent jamais de qualifier de modestes. Ils savent que la complication du monde est faite de détours, de méandres dont aucun raccourci ne saurait leur épargner le doute, l'incertitude et parfois la désillusion. Certes ils ont acquis de l'expertise, mais restent humbles et n'ont pas peur de dire qu'ils ne savent finalement pas grand-chose de cet univers fragile et subtil qui nous porte. Ils savent bien ce qu'ils doivent à tant d'autres qui les ont précédés ou qui travaillent avec eux. Ils savent n'être que des nains sur des épaules de géants.

Mais d'où vient que nous mettions en doute leur connaissance ? D'où vient que nous les snobions du haut de nos ignorances prétentieuses ? Pauvres de nous, nous qui avons des oreilles pour entendre, mais n'entendons rien ; des yeux pour voir, mais ne voyons pas ! Il faut décidément être intelligent pour reconnaître ses incompétences et éviter les raccourcis. Le serons-nous un jour ?

publicité

Le véritable lit BOXSPRING

le confort absolu inégalé...



superba
Pour une bonne journée

www.confort-lit.ch
Confort-lit
DEPUIS 1989

31 ans

Votre partenaire qualité et
confort en ameublement & literie

Av. de Grandson 60
1400 Yverdon-Les-Bains
024 426 14 04

Rue Saint-Martin 34
1005 Lausanne
021 323 30 44

L'ALSACE, BANC D'ESSAI DU FÉDÉRALISME

par Pierre Schaeffer

La France fait des révolutions, mais pas de réformes, observait Raymond Aron, au lendemain du séisme de 68. L'Histoire lui donnera raison, au gré des présidents qui se succéderont à l'Élysée, qu'il s'agisse de Giscard-d'Estaing qui veut réformer, mais n'a pas de majorité pour le faire, de Mitterrand qui, sur le plan intérieur, se limitera à la décentralisation, de Chirac qui, en douze ans, ne réalise aucune réforme, de Sarkozy absorbé par la crise financière de 2008 et de Hollande qui, faute de réformes, ne se représentera pas à un second mandat.

Le grand département exercera la plénitude de compétences en matière de tourisme, de bilinguisme et surtout de coopération frontalière au sein de la région des Trois Frontières : France, Allemagne et Suisse.



À défaut de réformes, la V^e République doit-elle se contenter de mesures occultes dont les effets sont reportés dans le temps ? C'est le sens de la réforme actuelle du statut de l'Alsace qui pourrait annoncer, non seulement une révision du dispositif actuel des collectivités françaises, mais une nouvelle organisation politique de la France sur la base d'une Constitution instaurant un vrai fédéralisme.

Le gouvernement français, par la voix de son premier ministre, a accepté la disparition des deux Conseils départementaux d'Alsace et leur transformation en une assemblée unique qui ainsi rend à cette région, sous une forme départementale, sa dimension régionale historique qui avait disparu avec le découpage instauré par Hollande et qui intégrait l'Alsace dans une région dite du Grand Est. Les Alsaciens avaient accepté, contraints et forcés, ce découpage qui niait leur identité historique et qui ressurgit avec un grand département d'Alsace appelé à devenir au 1^{er} janvier prochain « *Collectivité européenne d'Alsace* ».

Ce nouveau département ne va pas simplifier le millefeuille administratif français qui, non seulement, compte des régions, départements et communes, voire regroupements de communes, mais trois types de régions : les onze créées par la réforme Hollande, la Corse, collectivité autonome, et l'Alsace, département doté de deux entités administratives dirigées par des préfets.

La réforme actuelle va susciter deux types de problèmes. Le premier, c'est le découpage actuel des régions qui devra être révisé pour cause de cohabitation entre le grand département d'Alsace et la région Grand Est que ne souhaitent pas les Alsaciens. Mais, dans le même temps, d'autres départements, ceux de Savoie, vont revendiquer leur fusion et le statut de grand département, avant leur retrait de la région Auvergne-Rhône-Alpes. La Savoie et la Haute-Savoie retrouveront ainsi une dimension historique, comme c'était le cas avant le rattachement de la Savoie à la France, autour d'une capitale régionale reconnue, Genève.

Ce redécoupage initié par la nouvelle Alsace devrait s'accompagner d'une redistribution des pouvoirs entre l'État et la Collectivité européenne d'Alsace.

D'ores et déjà, le grand département exercera la plénitude de compétences en matière de tourisme, de bilinguisme et surtout de coopération frontalière au sein de la région des Trois Frontières : France, Allemagne et Suisse. Toutes les forces politiques d'Alsace, y compris les Verts qui ont pris la mairie de Strasbourg, sont favorables à cette redistribution des pouvoirs qui permettra à l'Alsace de négocier en toute plénitude avec ses voisins du Palatinat, du Bade-Wurtemberg et des cantons bâlois.

Cette évolution inscrite dans la réforme actuelle devrait conduire, à moyen terme, à une révision constitutionnelle qui entérinera un fédéralisme incontournable pour la visibilité et l'harmonie des rapports entre ces grands départements et Paris. La révolution silencieuse engagée avec le nouveau statut de l'Alsace devrait mettre un terme à un dilemme séculaire de la France : faire les régions sans défaire la nation.

publicité

Fiduciaire PAUX Conseils & Gestion

- Comptabilité
- Fiscalité
- Gérance / PPE
- Organisation

Rue de la Gare 15 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

Le CULOT DE JOJO...



par Fabienne Guignard

Il était une fois un petit chérubin tout blond et tout dodu qui aimait à faire le mariole... De grande famille, les meilleures écoles, d'abord journaliste à Bruxelles, il devint quelques années plus tard maire de Londres puis ultime succès, premier ministre de sa gracieuse Majesté...

Il en avait marre que l'on parle toujours de Receip, des Biélorusses, des Grecs, d'Emmanuel ou de Donald.

Le voilà arrivé à 10 Downing Street à vivre dans un appartement de fonction de 80 m², avec petit jardin paraît-il... En Grande-Bretagne, on aime à être serré, question climat, au parlement d'abord ; dans la minuscule salle dans laquelle se réunissent les ministres, on est même coincé, très coincé... Il y fait très chaud... Alors les masques, c'est pas terrible... Et pas de place pour les plexis...

Pour reprendre son souffle sans « crachoter » sur ses copains, on aère souvent, on laisse la porte ouverte, on fait des petits arrêts « tea time ». Ou mieux une petite bière à portée de main, le thé c'est bien mais pas tout le temps...

Le jeune Boris, devenu quinquagénaire, avec son sourire toujours désarmant, ose tout, même l'impensable... Il est confronté dans son quotidien à des alter ego européens tout propres sur eux mais sans piquant, sans relief, bref si peu intéressants dans le fond qu'il lui est facile de se démarquer...

Et voilà qu'un minuscule virus, « invisible pour les yeux », terrasse la planète entière. Et Boris se retrouve à l'hôpital sérieusement atteint. La belle affaire... Tout le monde parle de lui, même s'il était encore dans les vapes... Faut dire qu'avec l'arrivée d'un petit chérubin junior juste avant la pandémie, les nuits

ne devaient pas être de tout repos pour le jeune papa... Son isolement forcé dans un château isolé, c'était en fait son congé de paternité, façon jojo... Soyons honnête, il n'a pas dû aider beaucoup...

Mais depuis ces derniers mois, il s'est passé tellement de choses que le pauvre Boris n'était plus le centre du monde hors de son pays, la pire chose qui pouvait lui arriver, bien pire que les incendies aux States, l'empoisonnement de Navalny ou les explosions à Beyrouth... Il lui fallait en urgence retrouver vite fait de quoi attirer l'attention... Il en avait marre que l'on parle toujours de Receip, des Biélorusses, des Grecs, d'Emmanuel ou de Donald. Il devait reprendre la main et là miracle, il trouve ce qui va énerver tout le monde : une nouvelle loi Brexit qui va à l'encontre du traité qu'il a signé avec l'UE sur l'Irlande...

Et ce que les autres peuvent penser de lui, il s'en fiche comme de sa première chemise qui devait d'ailleurs être très moche... Et toc...

ROUBLARDISE

Après avoir régalié des milliers de Vaudois, le **pâtissier Guignard** a fait des sottises. Plutôt que de se contenter de ses « guignardises », il s'est essayé à la roublardise, aidé par un notaire bien sous tout rapport. Pas de doute, pour éviter les tribunaux, vaut mieux rester dans sa sphère de compétences, même s'il y a des financiers en pâtisserie, ce ne sont que des cakes...

BAS LES MASQUES

Le Conseil d'État a promulgué des nouvelles règles incompréhensibles pour lutter contre l'épidémie. En Suisse alémanique, dans les médias, les **conseillères d'État vaudoises de gauche** sont particulièrement mal notées, ce qui n'a pas l'air d'émouvoir notre Pravda locale. Manifestement les « Reines de la Com » ne parlent pas suffisamment l'allemand...

CHEF DE CLINIQUE

Le dynamique syndic et député d'Yverdon, **Jean-Daniel Carrard**, gère une infirmerie depuis le début de la législature. Plusieurs municipales et municipales occupant les pages des gazettes avec leurs problèmes de santé, dorénavant la séance de Muni a été rebaptisée colloque...

publicité



HOTEL BELLERIVE

★ ★ ★

**Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances**

Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam

BAR PUB « LE 99 »

Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@hotelbellerive.ch